

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**Discours de Son Excellence, Monsieur Chérif RAHMANI, Ministre de  
l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme**

*Madame la Présidente de la Conférence des Ministres Africains de  
l'Environnement (CMAE/AMCEN)*

*Madame la Commissaire de l'Agriculture et du Développement Rural de l'Union  
Africaine (UA/AU)*

*Monsieur le Directeur Exécutif du Programme des Nations Unies pour  
l'Environnement (PNUE/UNEP)*

*Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres,*

*Chers Collègues,*

*Chers Amis,*

Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter chaleureusement Madame BUYELWA SONJICA pour sa nomination à la tête du département ministériel de l'environnement et de l'eau, de la République d'Afrique du Sud, si chère à nos cœurs.

Madame la Ministre et Chère Collègue BUYELWA SONJICA, je vous souhaite la bienvenue dans notre grande famille africaine de l'environnement et vous assure de notre pleine et entière collaboration, en votre qualité de Présidente de notre auguste Conférence.

Nous devons l'excellente organisation de nos travaux à notre ami, ACHIM STEINER, Directeur Exécutif du PNUE, ainsi qu'au Secrétariat de la CMAE. Qu'ils en soient remerciés

Je me dois aussi de saluer l'hospitalité coutumière et l'accueil chaleureux qui nous ont été réservés par les Autorités et le Peuple du Kenya.

**Excellences,  
Honorable Assemblée,**

Le difficile processus de négociations du futur Régime Climatique, impose à l'Afrique, plus que jamais, cohésion et solidarité dans le cadre d'une approche commune de ces délicates problématiques.

Aucunement responsable des graves dérèglements causés au Climat, l'Afrique n'en souffrira que plus que les autres ; comme le souligne, à juste titre d'ailleurs, le 4<sup>ème</sup> Rapport d'Evaluation du GIEC.

Nos Nations réunies en Février 2009, a Addis-Ababa, pour le 12<sup>ème</sup> Sommet Ordinaire et représentées par leurs plus hautes autorités, ont adopté comme base pour les négociations de Copenhague « la Déclaration d'Alger et la Plateforme Africaine sur les

recours aux énergies renouvelables (géothermie, solaire et éolien), hors hydraulique, ne devant assurer qu'une faible partie de cette demande contre 85% pour les sources fossiles.

En poursuivant dans cette voie, et si nombreux pays parviennent au même taux de motorisation que les pays industrialisés ; plusieurs planètes Terre ne suffiraient pas à couvrir les besoins de l'Humanité.

Le mythe du « Grand Soir Technologique » qui fournirait, sans restriction, énergie, nourritures, ressources et opulence à tout le monde, a vécu.

Accepter les frontières préservant les modes de vie privilégiés et réservant à quelques uns l'accès à des ressources collectives qui se raréfient, ne peut davantage s'envisager.

Notre planète a toutes les raisons d'orienter son choix en fonction du meilleur scénario plutôt que de se reposer sur un laisser-faire suicidaire pour tous dont les premières victimes seraient africaines.

### **Excellences, Honorable Assemblée**

La Plateforme Africaine constitue un pôle de négociations et porte sur tous les processus de mise en œuvre :

- de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique,
- du Protocole de Kyoto,
- et du Plan d'Action de Bali.

Et sur toutes les questions fondamentales des négociations, notamment :

- Les financements et le mécanisme de développement propre (MDP),
- Le transfert de technologie,
- La vision partagée,....

La Conférence Africaine d'Alger a mis l'accent sur l'Adaptation qui constitue, indéniablement, une question vitale pour l'Afrique, dans la négociation en cours. Ainsi, l'Afrique s'engage résolument à intégrer l'adaptation dans le développement de chacun des pays du Continent et à adopter dans cet esprit une initiative forte proposant :

- Un ancrage juridique dans les principes pour les financements
- Un Protocole spécifique à l'Adaptation (qui serait le pendant de l'actuel Protocole de Kyoto pour l'Atténuation), fondé sur la responsabilité historique des pays industrialisés.
- Un réel appui à la mise en œuvre des plans d'actions nationaux d'adaptation (PANAs) élaborés par nos pays, à même de financer et de soutenir techniquement les projets qui y sont identifiés.
- Des financements renforcés et diversifiés, et plus équitablement accessibles et géographiquement répartis
- Ainsi, et pour sécuriser le réel appui des pays développés aux pays en développement, il est très important pour l'Afrique que la 5<sup>ème</sup> reconstitution des ressources du FEM soit considérablement augmentée.
- Un Plan Triennal pour l'Afrique avec de grands projets fédérateurs en mesure de capter les investissements dans les domaines où notre Continent a des avantages comparatifs avérés

technologiques nouveaux et additionnels à ce qui existe déjà dans la Convention et le Protocole de Kyoto, le tout devront être, sérieusement soutenus par des arrangements institutionnels appropriés.

**Excellences,  
Honorable Assemblée,**

L'Afrique, plus grande victime des effets et impacts dévastateurs du changement climatique de notre planète, est, légitimement en droit d'attendre un engagement effectif et une solidarité agissante à son égard, qui lui permettraient de répondre à sa priorité première, celle d'une croissance économique réelle et durable, qui place le citoyen africain au cœur du développement.

Il est vrai que la crise économique, financière et énergétique internationale s'est brutalement invitée dans les discussions sur le climat. Mais, l'Afrique partage avec Monsieur Ban Ki Moon, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, l'idée que les défis économiques et climatiques doivent, et peuvent, être affrontés simultanément.

La multiple crise économique et financière, qui secoue le monde et que subit aussi l'Afrique doit et devrait représenter une occasion pour une refondation historique qui favoriserait une économie nouvelle équitable et plus soucieuse de l'environnement et du développement durable : un New Deal Economique et Environnemental Mondial comme le propose aujourd'hui le Président des Etats-Unis d'Amérique, Monsieur Barack Obama, et Monsieur Achim Steiner, Directeur Exécutif du PNUE.

L'Algérie propose une implication effective et graduelle des acteurs territoriaux : les villes et les régions dans la lutte contre les effets et impacts négatifs du réchauffement climatique, à la faveur du Plan Climat National et des Plans Climats Territoriaux Intégrés (PCTI). La concertation que sous-tant cette approche permettra une pleine adhésion de tous et une implication non seulement des Etats et des Sociétés, mais aussi les cités, les villes et les régions.

Enfin, la mise en place de mécanismes de coopération entre nous et d'une alliance intercontinentale pour le climat, constitueraient une réponse pertinente au défi climatique dans le cadre d'un engagement collégial de tous les continents de la planète terre.

Je suis persuadé que les résultats et les décisions qui seront adoptées aujourd'hui par notre auguste assemblée, permettront à l'Afrique d'accomplir un autre saut qualitatif en faveur de ses intérêts fondamentaux et du renforcement de son rôle dans le processus de négociation du futur régime climatique international.

L'Afrique se positionne d'ores et déjà dans la nouvelle économie, une économie de carbone, une économie verte. Elle prendra toute sa part dans ce combat contre le changement climatique.

L'Afrique doit être présente à Copenhague et doit éclairer le chemin et porter sa voix dans un monde qui se tourne de plus en plus vers d'autres Continents.

Je souhaite plein succès à nos travaux.